

## Mali : comment gagner la paix ?

Plongé depuis un an dans des troubles politico-militaires les plus cruelles de son histoire avec l'occupation des 2/3 de son territoire par des mouvements (MNLA puis jihadistes ) et les ravages politiques d'un putsch rétrograde (mars 2012), le Mali revient de loin avec l'intervention de l'armée française le 11 janvier à Konna. Cette crise majeure s'est déroulée dans des séquences les unes plus inquiétantes que les autres au point que beaucoup de spécialistes pronostiquaient l'effondrement total du pays. Pourtant le Mali, pays majeur en Afrique de l'ouest par sa richesse humaine et sa géographie complexe était salué il y'a peu comme un exemple de démocratie depuis une vingtaine d'année (1991 chute de Moussa Traoré par une insurrection populaire suivi d'un putsch de Amadou Toumani Touré ATT). Cette démocratie bien que de façade a pêché par son incapacité à renforcer l'institutionnalisation du pouvoir qui s'est délité dans la corruption, le clientélisme et l'instrumentalisation des identités dans le Nord Mali. Affaibli par la perte de contrôle de territoires entiers dans la région de Kidal, Tombouctou et Gao au profit de réseaux mafieux et de AQMI présents depuis une dizaine d'année avec ses prises d'otage moyennant rançon, l'Etat malien a abandonné ses prérogatives au profit de groupes qui se sont accaparés ses moyens de contraintes légitimes (rébellion de l'Alliance du 23 mai 2006, escarmouches avec les jihadistes...) dans une impuissance mortifère.

La donne change avec la chute de Kadhafi en octobre 2011 et le retour de milliers de combattants touareg intégrés dans sa légion islamique dans le Nord Mali. N'ayant pas de frontière directe avec ce pays, loin d'être stabilisé, une colonne de 400 pick up armés a traversé l'Algérie ou le Niger pour se retrouver au Nord du Mali gangréné par l'irrédentisme touareg depuis plusieurs décennies. Ce qui montre la dimension sous régionale complexe du problème malien car ses voisins ont regardé l'armée malienne attaquée, défaite sans bouger malgré des instruments de coopération militaire comme le CEMOC (comité des chefs d'Etat major opérationnels conjoints) basé à Tamanrasset en Algérie. Face à un pouvoir malien affaibli, discrédité sur les questions de lutte contre le terrorisme, la communauté internationale assiste à l'occupation du Nord Mali par le MNLA qui se paye même le luxe de proclamer l'indépendance de cette région qu'il appelle Azawad alors que les Touaregs ne représentent que 10% de la population du Nord Mali et moins d'un pour cent des 15 millions de maliens. Ils cohabitent partout avec des autres composantes de la population (Songhaï, Peuls, Arabes, Bambaras) qui se retrouvent brusquement surprises par une guerre lointaine qui frappe à leur porte avec ses lots de réfugiés et destructions des rares infrastructures étatiques (routes, bâtiments publics, garnisons..).

Puis on connaît la suite : l'éviction des indépendantistes du MNLA le 27 juin de Gao et leur exfiltration in extrémis par le président du Burkina Faso, médiateur très intéressé de la CEDEAO du chaos malien et l'ouverture de moult négociations sans lendemain avec Ansar Dine, le

mouvement touareg malien pro-charia jugé fréquentable en décembre 2012 par Alger, Washington et leurs satellites Ouagadougou, Nouakchott et Niamey.

Pendant ce temps, la junte multiplie les actes de défiance des forces démocratiques à Bamako avec les arrestations arbitraires, la guerre des bérets (30 avril, 1<sup>er</sup> mai 2012), le tabassage du Président intérimaire Dioncounda Traoré par ses partisans zélés et le débarquement du Premier Ministre de pleins pouvoirs Cheick Modibo Diarra (10 décembre 2012) devenu encombrant par sa tentative opportune d'émancipation de ses maîtres le Capitaine Amadou Haya Sanogo et Blaise Compaoré.

C'est à l'aune de la gravité de ces deux crises combinées celle du Nord et celle politique du Sud que l'on doit mesurer les risques pris par le président Hollande d'intervenir dans le borbier malien avant que plus rien ne soit maîtrisable. C'est pour cela également que l'intervention française de François Hollande mérite d'être saluée, soutenue en faveur du peuple malien qui a frôlé une mort certaine avec cette attaque coordonnée de tous les mouvements armés du Nord Mali sur Konna. Il a montré l'incapacité de l'armée malienne à contenir l'invasion programmée de tout le Mali et les dernières informations l'ont confirmé : le péril malien allait emporter toute l'Afrique de l'Ouest avec ces jihadistes déterminés, bien formés, adeptes de la ruse et des attaques surprises. Aucune armée africaine n'aurait pu les arrêter si les 1 240 000 km<sup>2</sup> du territoire malien devenaient le laboratoire du futur khalifat d'AQMI. Et l'islam africain tolérant, confrérique dont Tombouctou, Gao ont été des centres de diffusion se serait effacé face aux desseins diaboliques de ces fous de Dieu.

Cette intervention, conforme aux résolutions de l'ONU (la 2056, 2085) aux souhaits de la CEDEAO et de l'Union Africaine a été soutenue par tous les partis politiques français dont EELV. La France, puissance majeure dans cette guerre doit éviter les erreurs commises ailleurs et ne pas basculer dans les travers de la francophonie. Car l'opinion africaine échaudée par le discours de Dakar de Sarkozy a trouvé dans cette décision courageuse de Hollande un premier pas dans la refonte des relations franco-africaines sur des bases saines, celle de la défense de la liberté, de partenariats constructifs et des liens historiques réaffirmés dont le Mali, pays des RTS (Régiments des Tirailleurs Sénégalais), est le symbole au cœur de cette Afrique tourmentée par des crises. Une Afrique dont le potentiel de développement ne doit pas être gâché par des aventures violentes de groupes factionnels aux projets hasardeux anti-démocratiques, autoritaristes et rétrogrades.

Grâce à l'appui décisif de la France et des forces de la MISMA, le Mali va sans doute récupérer son territoire saccagé par cette rébellion de trop qui a failli le faire disparaître en tant que nation. Une vraie réflexion entre toutes les composantes de la nation malienne sur le discours national s'impose d'emblée au sortir de cette année 2012 terrible d'atrocités (statut du Nord, élections présidentielles et reconstruction morale et économique).

Il faudra ensuite panser les plaies avec une vraie politique de développement pour toute la bande sahélienne et une justice impartiale pour les populations victimes de crimes barbares pour une réconciliation sincère entre les communautés du Nord Mali éplorées collectivement par le désastre de l'occupation. Enfin, il faudra des acteurs politiques nouveaux, responsables et intelligents pour mener une nouvelle politique de gestion du Mali, dont la renaissance salvatrice doit jeter de nouveaux ponts entre l'Afrique et l'Europe.

Alors que la situation de sécurisation des grandes villes du Nord est loin d'être acquise avec les infiltrations des terroristes à Gao et le risque kamikaze, une réflexion globale sur la construction d'une paix durable nous semble indispensable. Cela passe par quelques préalables qui méritent d'être énoncés dans cette crise aux relents multiples.

De ce bon diagnostic dépendra le maintien d'une paix durable dans une région épuisée par des rebellions successives.

## **Comment sortir du chaos ambiant après le rétablissement de l'intégrité territoriale du Mali ?**

### **1) Isoler les groupes terroristes AQMI, MUJAO et Ansar Dine défaits dans les villes avec l'opération Serval mais pas désarmés dans les campagnes**

Ce qui pose la question de la formation de l'armée malienne. Celle-ci a été affaiblie par des mesures d'ouverture des pouvoirs maliens avec les différentes rébellions en vue de régler définitivement la question de l'insécurité et de la question touarègue dans une conception idéaliste de la démocratie comme outil de règlement des conflits. Elle cumule tous les handicaps : formation, logistique, manque de communication et surtout de discipline. Ces lacunes ont été aggravées par les conséquences du coup d'Etat du Capitaine Sanogo qui non seulement a divisé l'armée (bérets rouges-bérets verts) et l'a politisée avec des soutiens Copam, Yerewolo ton, Mp23... Le programme EUTM de formation de 5 bataillons devant commencer en mars est très attendu car l'armée malienne est inexistante : sur 14 000 hommes seulement 3 000 sont opérationnels d'où les préoccupations de Paris pour la relève de l'opération Serval dont les 2 000 tchadiens sont décisifs. Renforcer les capacités de renseignement aux techniques de guérilla paraissent urgentes eu égard aux récentes infiltrations terroristes à Gao, Kidal.

Ensuite mettre en place un programme de DDR (démobilisation, désarmement et réinsertion) pour les combattants qui acceptent de rendre leurs armes (les enfants soldats...) pour une réinsertion dans des activités civiles.

## **2) Le MNLA doit renoncer à ses exigences indépendantistes et dissoudre son comité exécutif.**

Il doit coopérer pour faire la lumière sur les massacres d'Aguelhok où 70 militaires maliens désarmés ont été atrocement exécutés en janvier 2012 au début du conflit. Il a reconnu les frontières du Mali mais reste toujours attaché à l'auto-détermination des touaregs. Ce qui pose la question de sa légitimité sur le terrain auprès des populations qu'il a toujours instrumentalisées. De la déclaration imprudente de l'indépendance de l'Azawad le 6 avril 2012 non reconnue par la communauté internationale, aux exactions commises dans les villes de Gao et Tombouctou contre les populations civiles, les services publics, et ses tentatives avortées certes de rapprochement avec les islamistes d'Ansar Dine, jusqu'à son éviction par le MUJAO à Gao le 27 juin 2012, ce mouvement a perdu de sa crédibilité mais conserve une puissance médiatique forte en France et dans le monde. Il est à la base de la guerre coalisée avec Ansar Dine et Aqmi dans le contrôle des garnisons du Nord (Aguelhok, Tessalit, Kidal) au détriment de l'armée malienne qui avait allégé son dispositif du fait des différents accords de paix avec les différentes rébellions touaregs (Accords de Tamanrasset 1991, Pacte National de 1992, puis accords d'Alger de 2006). La défaillance de l'Etat et son incapacité à contrôler ses frontières dans ses marges septentrionales (surtout la région de Kidal) s'est traduite par la recrudescence des trafics qui ont transformé l'économie de la région. Devenue une zone de non droit, par l'insécurité endémique, les acteurs locaux sont devenus des big men par les ressources générées par les trafics et les rançons des otages occidentaux (70 millions d'euros en 10 ans !). Ils ont profité de la corruption des officiers maliens et de la faiblesse de l'administration et des collectivités tenues par des élus locaux adeptes de plusieurs allégeances. L'affaire du Boeing Air Cocaïne en 2009 illustre cette dangereuse collusion entre le narcotrafic international et des acteurs politiques locaux et nationaux peu recommandables (10 tonnes de cocaïne atterrissent à Bourem avec des complicités des autorités locales, déchargés.. .)

C'est pourquoi une politique efficace de développement doit assécher les réseaux parallèles liés à ces trafics qui ont des ramifications internationales (Algérie, Libye et Mauritanie). Les touaregs républicains et fidèles au Mali commencent à s'exprimer. Après le député Assarid Ag Imbarcaouane, Ag Erlag responsable de l'agence de décentralisation, Zeidane ag Sidalamin un ancien de la rébellion de 1991, conseiller à la présidence et une pétition « nous touareg maliens » de ElMehidi ag Mustaph (USA) et du colonel major Alaji Ag Gamou montrent que le projet du MNLA concerne peu de monde dans la communauté touarègue malienne. Ces déclarations sont relayées par le président Nigérien Mahamadou Issoufou inquiet sur les pressions françaises pour imposer le MNLA comme partenaire incontournable dans le processus de paix. Car ce pays dispose de la plus forte communauté touareg et craint des troubles si jamais le MNLA est cédé d'une fédération ou d'une large autonomie, nouvel axe de bataille de ce mouvement. Nous avons toujours affirmé que nous ne sommes pas dans une seule lecture ethnique de la crise.

Vu par ce prisme, qui a bien fonctionné en France, Europe (minorité brimée par une armée corrompue et un régime bambara !) le discours du MNLA ne peut que susciter la réprobation au Nord Mali, en Afrique où les touaregs vivent en bonne intelligence avec leurs voisins sonrai, peuls, arabes depuis des siècles dans des villes Tombouctou, Gao creusets de diversité et de civilisation. Ils sont frappés des mêmes maux que les autres maliens à savoir sécheresse, pauvreté, manque de soins, d'éducation... et n'aspirent qu'à vivre en paix dans leur pays.

La société touarègue a ses dynamiques propres avec une segmentation entre les différents clans regroupés dans une confédération éparpillée dans le territoire du Nord Mali. Elle est secouée depuis une décennie par des changements structurels profonds. Le système traditionnel d'ordre (nobles imajren, vassaux, Imghad, esclaves iklan) et de clans (ouillimiden, kel Antassar, kel Gress, et kel Adagh) se transforme pour une intégration dans un système étatique malien où les touaregs ont toujours été représentés et cela sous tous les régimes de Modibo Keita à Amadou Toumani Touré. L'aristocratie guerrière des Kel adagh, largement représentée dans le MNLA et Ansar Dine est perturbée par cette dynamique d'intégration nationale en cours au Mali. Le tamashek fait partie des dix langues nationales du Mali au même titre que le bambara, le peul ou le soninké, le dogon.... Il est par ailleurs pas inutile de préciser que toutes les ethnies au Mali sont transnationales et ont appris à se connaître par les brassages opérés par les grands empires médiévaux du Mali, du Songhay, Toucouleur, Peul du Macina.... C'est donc à notre sens en combinant les paradigmes que l'on peut comprendre la complexité de la crise malienne qui relève des ravages de la criminalisation de l'Etat (corruption, faiblesse de l'autorité judiciaire et sous administration) dans ses marges septentrionales (région de Kidal principalement) que de l'ethnicité (question touarègue), le maillage administratif ou la lutte contre le terrorisme. C'est pourquoi des questions se posent actuellement sur « l'intelligence » entre les hommes du MNLA, du MIA et l'armée française dans la région Kidal jusque là interdite aux troupes maliennes dont l'une des unités combattantes est commandée par un officier touareg Gamou, bon connaisseur du terrain pour avoir défendu ces vastes régions entre février et mars 2012. Les récents combats à In khalil entre le MNLA et une faction arabe le MAA montrent que la communauté arabe malienne aussi s'inquiète de cette primauté touareg dans les négociations à venir.

Dans ces conditions une fédération ou une autonomie pour la région de Kidal nous semble inopportune dans le contexte du Nord Mali. Les exemples du Nigéria passé de 3 à 30 Etats en 50 ans montrent que la scissiparité ou les tripatouillages territoriaux pour calmer des revendications ethniques desservent la quête d'une forme originale de gouvernance adaptée à la configuration de ces régions faibles en densité, pauvres, vastes et arides.

En revanche, moult travaux qui avaient été abattus depuis des décennies dans le pacte National en 1992, revisités par les concertations nationales en 1996 peuvent constituer le socle d'une négociation pour une nouvelle gouvernance du Mali. La politique de décentralisation ambitieuse qui en était sortie mérite d'être appuyée, réadaptée surtout par rapport à l'Etat dont les services déconcentrés ont manqué cruellement de moyens pour que le dispositif soit

opérationnel. Elle doit être adaptée aux nouvelles réalités en prenant en compte certaines spécificités locales à caractère identitaire dans le Nord (système proportionnel pour que toutes les communautés soient représentées dans les assemblées locales élues)...L'exemple des soninké de la région de Kayes dont la diaspora a mis en place un système parallèle de développement local via des associations, tontines pour financer ponts, écoles, dispensaires doit faire florès et inciter les acteurs locaux du Nord à se détourner des modes de gestion armés comme moyen d'accès à l'Etat (intégration des combattants, postes dans l'administration...).

### **3) Une conférence spéciale inclusive entre les acteurs non violents du Nord dans toute sa composante**

Touareg, Sonrai, Peul, Maure, Bellah pour poser les bases d'une réconciliation entre communautés. Celle-ci pourrait faire des recommandations qui seront intégrées dans une grande conférence nationale malienne sur le discours national malien et les formes administratives des régions Nord.

### **4) Il est indispensable que justice soit rendue aux populations victimes des atrocités de la part des mouvements armés (viols, amputations forcés, pillages, destruction des mausolées...).**

Des systèmes comme les tribunaux populaires Gashacha (Rwanda) ou la commission vérité réconciliation (Afrique du Sud) peuvent être adaptés au contexte malien pour éviter l'impunité qui a perverti le système judiciaire et lui a fait perdre sa crédibilité pendant cette année 2012 où le pays entier a sombré dans des violences. Les atrocités de la junte aussi doivent être éclaircies et les bourreaux remis à une justice indépendante. Une sensibilisation doit être dispensée à l'endroit de l'armée malienne pour éviter les bavures sur les populations les plus fragiles.

### **5) Refonder la démocratie malienne**

La démocratie malienne exemplaire par rapport aux expériences démocratiques des années 1990, a montré toutes ses limites avec la rébellion touarègue de 2012. Le coup d'Etat du 22 mars 2012 a aggravé une situation de déliquescence de l'Etat malien pris en tenaille entre la crise politico-militaire au Nord aux mains des groupes armés et un régime de Transition fragile sous tutelle d'une junte militaire archaïque. La feuille de route adoptée le 25 janvier 2013 prévoit des élections présidentielles et législatives pour 7 et 21 juillet 2013.

Une élection crédible est t'elle possible dans un délai aussi court alors que la sécurité n'est pas encore totalement établie et le retour des réfugiés pas finalisé ? Il nous semble important pour sortir de la crise de légitimité posée par une transition avortée par le torpillage de la junte (rôle improductif du gouvernement de Cheick Modibo Diarra à penser la crise) à organiser rapidement les élections. Un processus de recensement RAVEC vient d'être finalisé et les candidats déclarés en 2012 sont toujours en lice pour arpenter le pays. Le Mali a organisé des élections dans des périodes troubles dans le Nord et plus de 80% du corps électoral se trouve

au Sud. Quelque soit le scénario, le président qui sera élu sera un super président de transition car il aura la tâche immense de refonder le Mali après cette crise sans précédent.

## **6) Un plan de développement écologiste pour le Mali et le Sahel**

Région délaissée par toutes les grandes politiques d'aide au développement, le Sahel cristallise en ce moment toutes les craintes de la communauté internationale. Pour éviter un « sahélistan » des mesures urgentes d'action s'imposent. Devant le coût exorbitant de la guerre on ne peut que penser sur la nécessaire prévention des crises qui ne naissent pas ex nihilo. Les différentes prises d'otages depuis une décennie de AQMI ne nous ont pas alertées sur la nécessité de protéger les pouvoirs faibles des Etats sahéliens. Le Mali était dans la ligne de mire de ces mouvements armés depuis longtemps et le régime de ATT fidèle à Kadhafi jusqu'au bout se savait évanescant dès la chute de ce dictateur sous les bombes de l'OTAN.

**Former la jeunesse malienne paupérisée:** La crise scolaire a duré depuis 20 ans sans que, l'investissement dans le capital humain ne devienne une priorité. Il est urgent de développer les écoles professionnelles et lycées techniques adaptées pour trouver du travail que les formations universitaires inadaptées. C'est aussi bon moyen de se détourner des aventures de l'islam radical ou des projets politico-militaires hasardeux !

**Des projets de développement durable :** un potentiel touristique à rebâtir une fois la sécurité établie, ONG, la sécurité alimentaire avec les projets d'irrigation (plaines de Hamadja, Daye, koriomé dans la région de Tombouctou). Développement de l'agriculture maraichère avec production de légumes pour diversifier l'alimentation (projet du périmètre maraicher de Hariboro par le jumelage Saintes Tombouctou)... Lutte contre la désertification avec projet de fixation des dunes pour le reboisement et développement de projets d'énergie solaire abondante et gratuite !

**Développement de l'élevage où un réel potentiel existe** pour les camélidés (Tessalit, Aguelhok) et les bovins dans le gourma et les ovins. Cela passe par la maîtrise de l'eau qui ne manque pas dans la zone (lacs, fleuve Niger, mares dans le Gourma) sauf à Kidal où des projets de forages sur les routes méritent d'être développées. Redynamiser l'usine de phosphate de Bourem, saccagé par le MNLA et en faire un outil au service des projets agricoles de la région

**Des infrastructures adaptées à l'environnement émiété du Nord Mali** (route Niono-Tombouctou, Tombouctou-Gao, Gao-Kidal) et surtout mettre en place un système de communication avec la remise en état des installations téléphoniques et des relais de transmission de la télévision nationale dans tout le territoire. Les outils des TIC peuvent corriger l'enclavement des régions Nord et renforcer le processus d'intégration dans le tissu social du reste du Mali. Favoriser la mise en place des petites unités industrielles et protéger les flux de l'Azalai en sécurisant ses pistes caravanières entre Taoudenit-Tombouctou et Taoudenit- Kidal.

**Redynamiser le commerce en privilégiant les circuits courts et surtout tarir les sources du commerce illégal d'importation appelée fraude** car concurrence déloyale avec les produits locaux (sucre, thé, étoffes et cigarettes de Tamanrasset Algérie).

**Reconstruire les services publics en favorisant rapidement le retour de l'administration** : la coopération entre plusieurs communes françaises et maliennes peut constituer un levier important d'action. Le développement institutionnel qui est un axe important de la coopération française est une condition sine qua none de la reprise de l'économie. Une économie malienne totalement effondrée sous le coup de boutoir des forces prédatrices au Nord (MNLA, Ansar dine, Mujao, Aqmi) et au Sud (junte militaire et ses relais politiques Yèrewoloton, MP23, Copam).

**En conclusion, la crise malienne doit nous inciter à faire une introspection sur les échecs de 50 ans d'indépendance africaine. Au cœur de cette réflexion les rapports entre l'Europe et l'Afrique** qui ne sont pas encore à la hauteur des enjeux en terme de défis dans la mondialisation. Entre le continent vieillissant, en panne de croissance et celui qui vient, jeune, instable mais combien riche de ses minerais stratégiques, l'Histoire n'est pas finie. Notre mouvement EELV s'est toujours positionné sur l'interaction entre le local et le global pour expliquer les dures réalités de la planète. Une planète où nous devons inventer de nouvelles formes de solidarité avec **comme principe la démocratie, les droits de l'Homme comme principes universels. Car pour sortir des logiques de prédation, de division et de haine, je ne vois pas d'autres solutions que de leur opposer des logiques de dialogue, de paix et de partage... Cela ne peut se faire que par la solidarité avec les forces progressistes du continent (société civile, jeunes, femmes)**. L'Afrique a besoin de partenariat solide avec l'Europe pour maîtriser son développement qui peut s'affranchir de nos errements passés (colonialismes, nazismes, impérialismes....) et l'islamisme qui déferle actuellement sur le monde arabe en convulsion. Les ressources du Mali sont faites de son histoire légendaire et de sa géographie syncrétique entre plusieurs cultures et identités. L'Europe doit aider le Mali à retrouver les fondements de ses valeurs créatrices de civilisation au cœur de l'Afrique de l'Ouest si proche de nous par la distance et par l'Histoire. Et le Sahara n'a jamais constitué une barrière entre les africains qui continuent à circuler mais ces flux ne doivent pas être criminalisés par les prises d'otage, la drogue, les guerres tribales... C'est un appel vibrant au renouvellement de ces relations à laquelle la diaspora africaine en Europe doit prendre toute sa part que je lance à vous mesdames messieurs les parlementaires européens.

Je vous remercie !

Ibrahima Sidibé Pommier, Parlement Européen, Bruxelles le 27 février 2013